

[Text]

government policymakers in Canada must adopt an outward-looking approach and vision, one that recognizes that the entire globe is fast becoming the relevant arena for pursuing Canada's long-term economic interests. Thank you very much.

The Chairman: We will be going to Mr. MacLaren first, Mr. Langdon second, and Mr. Van De Walle third. If we can keep the rounds to about eight minutes, we should be able to get this first round done and go for the vote. Mr. MacLaren.

Mr. MacLaren (Etobicoke North): I thank Mr. d'Aquino for being with us this morning. I would like to spend my eight minutes entirely on the last paragraph or two of his presentation and explore the BCNI's ideas about new institutional links with Japan and the European Community, a subject that certainly needs more debate and discussion within Canada. We're here, however, to talk about NAFTA, so I'll try to limit myself to that.

I will ask both questions at the same time, and then perhaps Mr. d'Aquino would want to respond. Behind the ambiguities of the dispute settlement procedures, there lies of course, as you suggest in your paper, Mr. d'Aquino, the continuing absence of a subsidies code and clear understandings on countervail and antidumping.

We've seen that the timetable and the commitment to resolve those issues that were embodied in the FTA are absent in the NAFTA. Presumably the assumption is that the successful Uruguay Round will. . . Of course the GATT rule will prevail and thereby fill some part of that void.

In your statement you say that the Uruguay Round may well provide an excellent basis for developing a more far-reaching North American understanding on trade-distorting subsidy. What had you in mind when you looked beyond the Dunkel proposals of December 20? What were you thinking of that would be more far-reaching in terms of a subsidy code in the context of NAFTA? That's question one.

This is my second question. You speak of the NAFTA being a dynamic treaty, as trade treaties are, and we've seen some evidence already, in the case of President-elect Clinton, looking beyond the text of NAFTA for supplementary or parallel accords on the environment and on labour standards. In our party we have taken the view that the agreement was inadequate in those respects, as indeed President-elect Clinton has now identified in the case of the United States. Have you some further comment on what you would see as additional desirable provisions with regard to labour standards and the environment in those supplementary accords?

• 0955

Mr. d'Aquino: Mr. Chairman, I'd be happy to answer Mr. MacLaren's two points, beginning with the issue. . . And incidentally, the invitation to talk about Japan and Europe we look forward to picking up with you on that outside of these parliamentary hearings, because I know you're interested in it as well—

[Translation]

d'entreprises et les décideurs publics canadiens doivent adopter une attitude extravertie en s'ouvrant sur l'extérieur, en reconnaissant que la planète tout entière est rapidement en voie de devenir l'espace économique où il convient de défendre les intérêts à long terme du Canada. Merci beaucoup.

Le président: Je donnerai d'abord la parole à M. MacLaren, puis à M. Langdon et M. Van De Walle. Si le tour de questions ne dépasse pas huit minutes, nous devrions pouvoir en terminer un avant d'aller voter. Monsieur MacLaren.

M. MacLaren (Etobicoke-Nord): Je remercie M. d'Aquino d'être parmi nous ce matin. J'aimerais consacrer les huit minutes à ma disposition aux deux derniers paragraphes de son mémoire et approfondir les idées du CCCE au sujet de nouveaux liens institutionnalisés avec le Japon et la Communauté européenne, une question qui reste assurément à débattre au Canada. Mais comme nous sommes ici pour parler de l'ALÉNA, je vais essayer de m'en tenir à ce sujet.

Je vais poser mes deux questions en même temps, et j'espère que M. d'Aquino voudra bien me répondre. Derrière les ambiguïtés des méthodes de règlement des différends, il y a évidemment, comme vous le dites dans votre mémoire, le fait qu'il n'y a toujours pas de code sur les subventions, ni d'interprétation claire des dispositions antidumping et sur les droits compensateurs.

Nous savons que l'engagement de régler ces problèmes en fonction d'un échéancier précis, qui figurait dans l'ALÉ, ne se trouve pas dans l'ALÉNA. On espère, j'imagine, que l'Uruguay Round réussira à. . . Évidemment, la décision du GATT aura préséance et comblera une partie du vide.

Dans votre déclaration, vous avez dit que l'Uruguay Round pourra bien fournir une excellente base pour l'élaboration, en Amérique du Nord, d'une entente plus complète sur les subventions ayant des effets de distorsion sur le commerce. A quoi songiez-vous quand vous imaginiez ce qui pourrait succéder aux propositions Dunkel du 20 décembre? Qu'est-ce qui pourrait être plus complet comme code de subventions dans le cadre de l'ALÉNA? C'était ma première question.

Voici la deuxième. Vous dites que l'ALÉNA a une dimension dynamique, comme c'est le cas de tous les traités commerciaux, et nous en avons eu une indication dans les propos du président élu Clinton, qui dit souhaiter des accords supplémentaires ou parallèles à l'ALÉNA au sujet de l'environnement et des normes de travail. La position de notre parti, c'est que l'accord comporte des faiblesses à cet égard, et, d'ailleurs, le président élu Clinton des États-Unis a énoncé une position semblable au nom de son pays. Avez-vous autre chose à ajouter quant à des dispositions additionnelles qu'il serait souhaitable d'adopter à votre avis dans ces accords supplémentaires sur l'environnement et les normes de travail?

M. d'Aquino: Monsieur le président, je répondrai avec plaisir aux deux questions posées par M. MacLaren. Soit dit en passant, nous sommes à votre entière disposition pour discuter plus longuement avec vous, dans un autre cadre que les présentes audiences parlementaires, du Japon et de l'Europe, car je sais que cela vous intéresse également.